

BOUIRA

Journée de protestation à la DSP

Après avoir déposé un préavis le 5 mai dernier, la section syndicale du Snapap au niveau de la direction de la santé et de la population a observé dimanche dernier une journée de protestation.

Sur place, nous avons appris que sur les 54 fonctionnaires de cette direction, 29, affiliés au Snapap, ont observé ce mouvement de protestation. Concernant les raisons invoquées pour ce débrayage d'une journée, le représentant syndical que nous avons rencontré nous dira que le DSP a fait de cette direction une propriété privée en refusant toute existence d'un syndicat. Pourtant, d'après les représentants du bureau syndical qui étaient en présence d'un membre du bureau de wilaya et d'un secrétaire national chargé du contentieux, en l'occurrence Athmane Ferrah, toutes les procédures légales relatives à la législation du travail et au travail syndical ont été respectées. Ainsi, et tout en nous relatant les abus de pouvoir du DSP qui vont des humiliations aux intimidations verbales et des mises

à pied, ainsi que les dépassements verbaux d'un chef de service au sein de cette direction, les représentants syndicaux nous montrent les PV d'installation de la section syndicale Snapap en date du 23 mars et le dépôt de ce PV en date du 30 mars, c'est-à-dire avant la date limite du dépôt légal qui est le 31 mars, auprès de l'inspection du Travail avec une copie pour le DSP. Cependant, et malgré toutes ces procédures légales, le DSP ne voulait pas reconnaître cette section ni aucune autre représentation syndicale en allant jusqu'à déposer une plainte contre le Snapap pour avoir installé d'une manière illégale une section syndicale.

Une plainte contre laquelle Athmane Ferrah en sa qualité, outre sa fonction au sein du bureau national, de SG du bureau de wilaya du Snapap à Bouira a

répliqué en apportant au procureur toutes les preuves de la légalité de la procédure ainsi que du respect des dates de dépôt de cette section auprès de l'inspection du Travail.

Par ailleurs, et au sujet des dépassements du DSP à l'intérieur de cette direction, un membre du bureau de wilaya, qui est fonctionnaire à la DSP, a fait l'objet, selon les fonctionnaires rencontrés sur place, d'une agression de la part du DSP ce dimanche matin.

Les faits, selon eux, remontent à la matinée lorsque le DSP, qui arriva à 8h15, alla directement arracher les affiches appelant à la journée de protestation.

Quelques minutes plus tard, ne se contentant pas d'arracher les affiches qui étaient à l'intérieur de la direction, il alla arracher celles qui étaient à l'extérieur. A ce moment-là, toujours selon les témoignages recueillis hier sur place auprès des fonctionnaires, le DSP fut rappelé à l'ordre par le syndicaliste.

Le DSP se retourna donc et

attrapa celui-ci par le cou en voulant l'étrangler avant que des femmes fonctionnaires interviennent.

Le syndicaliste en question est allé directement déposer une plainte alors que le DSP a quitté son bureau pour ne plus revenir. Du moins, c'est ce que la secrétaire nous dira dans l'après-midi quand nous avons voulu le voir pour avoir son avis sur cette journée de protestation ainsi que sur les accusations portées contre lui.

Notons à la fin que la plainte déposée par le DSP contre le bureau de wilaya du Snapap, qui aurait installé illégalement et hors-délais la section syndicale, a été faite au nom du wali de Bouira. A ce propos, le secrétaire national du Snapap invita le DSP à laisser tranquille le wali qui a toujours été à l'écoute des doléances de tous les syndicats sans exception, et qui fait un travail merveilleux au niveau de la wilaya. «Un travail que le Snapap encourage», dira Athmane Ferrah.

Y. Y.

GUELMA

Les logements promotionnels accusent un retard considérable

Consécutivement aux directives du chef du gouvernement et à une circulaire émanant du ministère de l'Habitat, les services de la wilaya ont accordé l'agrément à de nombreux promoteurs immobiliers remplissant les critères exigés par la réglementation en vigueur, à savoir la qualification et les moyens humains, matériels et financiers.

L'objectif assigné consistait à réaliser des logements à une catégorie de citoyens, et ce, en complémentarité avec les formules du logement social, du LSP, du FNPOS (Fonds national de péréquation des œuvres sociales), le logement rural et autres... Dans ce contexte, une campagne d'information et de sensibilisation a été diligentée aux fins de susciter des candidatures au sein d'une large frange de la société. En effet, des commerçants, des membres de professions libérales, médecins, avocats, pharmaciens et des émigrés, des fonctionnaires et des travailleurs modestes ont adhéré à cette démarche présentant d'indéniables avantages.

Les postulants ont saisi l'opportunité de solliciter un prêt bancaire et une aide CNL d'un montant de 50 à 70 millions de centimes, ce qui est loin d'être une sinécure car les formalités sont lourdes et fastidieuses. Néanmoins, une convention a été signée conjointement par les promoteurs immobiliers et les futurs bénéficiaires auprès d'un notaire qui avait établi l'acte de prépropriétaire avalisé par les services de la conservation foncière de la wilaya de Guelma et qui spécifiait la localisation du logement (étage et numéro) et ses caractéristiques.

Les futurs propriétaires s'engageaient à verser par tranches, et ce, compte-tenu de l'avancement des travaux sachant que le dernier versement, à savoir 10% du montant global, devait finaliser la remise des clés de l'appartement. A titre illustratif, un F4 de 113 m² sis dans un bâtiment réalisé à Bab Annaba cautionné par le fonds de garantie localisé à Alger coûte 193 millions de centimes puisque le mètre carré est estimé à 17 000 DA.

Les travaux de cet immeuble abritant 42 appartements, des locaux commerciaux et des garages ont repris récemment après un arrêt prolongé, sachant que le dernier étage sera finalisé incessamment.

Deux promoteurs immobiliers domiciliés à la cité du 19-Juin, un quartier résidentiel du chef-lieu de wilaya, sont enfin sortis de leur longue léthargie et sont parvenus ces derniers mois à mettre les bouchées doubles grâce au renforcement des chantiers en moyens humains et matériels. Lors de notre déplacement sur le

site, il nous a été loisible de constater que les travaux sont au stade de la finition, puisque des peintres, des plombiers et des électriciens étaient à pied d'œuvre. Rencontré sur les lieux, un père de famille nous confie : «Mon appartement, un F4 de 120 m², situé au 3^e étage, dont le m² est fixé à 19 000 DA, a exigé la coquette somme de 228 millions de centimes et je compte emménager avant la fin de l'été (mois d'août) après une attente de quatre ans. D'autre part, ce logements fait l'objet de travaux supplémentaires au niveau de la salle de séjour, de la cuisine et de la salle de bains. J'ai réglé les frais y afférents à l'entrepreneur.» En revanche, à quelques dizaines de mètres, le spectacle est désolant puisqu'un promoteur immobilier a plié bagage depuis deux ans après avoir réalisé la plate-forme d'un immeuble et la carcasse d'un second.

L'environnement est manifestement lugubre. Il est accentué par le déversement d'eaux pluviales et usées qui stagnent au grand dam des riverains. Au niveau du même site, un autre

entrepreneur des travaux publics a abandonné son chantier depuis trois ans et les grues géantes, joutant les hideuses carcasses, sont exposées aux intempéries. Quelques centaines de candidats au logement promotionnel sont malheureusement désarmés et ce, après les nombreuses démarches effectuées auprès des maîtres de l'ouvrage. Par ailleurs, les travaux souffrent de dysfonctionnements, car, selon nos sources, de nombreux postulants n'auraient pas respecté leurs engagements financiers et auraient pénalisé ceux qui sont à jour.

En outre, les promoteurs immobiliers seraient confrontés à de graves crises de trésorerie engendrées par des dettes auprès des banques et des services des impôts.

De toute évidence, cette situation qui perdure mérite une attention des pouvoirs publics afin de concrétiser l'ambitieux programme élaboré par le premier magistrat du pays, dont l'objectif est d'offrir un toit décent à chaque famille.

A. Boudeffa

PIEDS-NOIRS EN PÈLERINAGE

«Une belle ville de paix, d'amour et de fraternité»

Un groupe constitué d'une trentaine de pieds-noirs natifs de Guelma se promène dans la ville de Guelma et ses alentours depuis une semaine.

Ils sont venus spécialement pour voir le film de Jacky Mallea et Mehdi Lallaoui, *les Parfums de ma terre*, qui est projeté pour la première fois en Algérie, à Guelma, ville natale du réalisateur Jacky Mallea.

Ces pieds-noirs visitent les endroits qui leur rappellent leur enfance, leur adolescence et bien d'autres souvenirs. Des retrouvailles émouvantes.

«Vous savez, l'enfance marque toujours les hommes et les femmes. L'endroit où l'on est né, où on a grandi, découvert la vie, appris à lire et à écrire, fait la connaissance de l'amitié, tout cela reste marqué. Moi je suis né à Guelma. J'ai donc passé

toute mon enfance, ici, en Algérie», nous dira Jacky Mallea, que nous avons rencontré en marge de la projection de son film *les Parfums de ma terre*, dans la salle de la maison de la culture, sur les hauteurs de la ville de Guelma. «A chaque fois que je viens à Guelma, je suis ému !» poursuivra le réalisateur, les larmes aux yeux. Dans la salle, des Françaises et Français, en tout une trentaine, et des familles guelmoises ont eu beaucoup de plaisir à se retrouver, surtout ceux qui ont revu leur ville natale qu'ils ont quittée, pour certains depuis presque 47 ans. Mais surtout à

retrouver des amis d'enfance, des camarades de classe, des (leurs) repères. Ainsi, après une courte visite dans leur ville, où ils ont été chaleureusement reçus par plusieurs familles, ils se sont rendus à Hammam Meskhoutine et Hammam Oued-Ali, pour regagner l'hôtel Mermoura, où un méchoui et un couscous royal leur ont été offerts par des notables de la ville. «On croyait qu'on allait être seulement émus, mais là, on est vraiment troublés par l'accueil exceptionnel, chaleureux et fraternel qui nous a été réservé. C'est sûr qu'aujourd'hui, on a eu ensemble assez de ressources pour tourner une page douloureuse de notre histoire commune», révélera le réalisateur Jacky Mallea.

A. B.

TLEMCCEN

Pénurie de carburant, le calvaire des automobilistes

La pénurie de carburant qui dure depuis deux semaines risque de perturber l'ensemble des activités dans la wilaya de Tlemcen si les responsables de ce secteur ne réagissent pas, car il s'agit là d'un véritable embargo qui est imposé à la capitale des Zianides, sinon comment expliquer la disponibilité de ce produit dans les wilayas voisines. On entend jamais parler de pénurie de carburant dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbès ou Ain-Témouchent.

Il est vrai que les *hallaba* font la loi au niveau des stations-service à Tlemcen pour s'approvisionner en gasoil, on peut donc se poser la question sur la pénurie des autres carburants et notamment le super qui reste introuvable dans les rares stations qui restent ouvertes. Cette situation n'augure rien de bon à l'approche de l'ouverture de la saison estivale. Certains automobilistes ont déjà opté pour une autre solution en utilisant le transport public ; quant aux autres, ils n'hésitent pas à faire plus de 60 km pour faire le plein à Ain-Témouchent ou Béni-Saf.

Imama, des coupures d'électricité et des dégâts

Revoilà ces coupures d'électricité qui font vivre sous tension les habitants des 400-Logements et de Haï El-Badr dans la commune de Mansourah. Il est à signaler que ces coupures ne datent pas d'hier et touchent spécialement cette localité depuis au moins une décennie. Il ne s'agit pas de déstage mais de fréquentes coupures qui peuvent intervenir à n'importe quel moment de l'année et qui portent de graves préjudices aux abonnés. Cette semaine, on a enregistré pas moins de six coupures et plus spécialement les deux derniers vendredis. Le retour du courant occasionne des dégâts qui le plus souvent ne sont pas signalés à la Sonelgaz.

Aussi, il est grand temps pour les services techniques concernés de trouver une solution définitive à ce problème, d'autant plus que la situation est des plus normales dans d'autres secteurs du Grand-Tlemcen. La Sonelgaz a consenti beaucoup d'efforts ces dernières années, on peut donc espérer une prise en charge rapide de ce problème que vivent les habitants de cette banlieue.

M. Zenasni